

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 10/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ferme éolienne du Moulin Jérôme

233 rue du Faubourg Saint Martin
75010 Paris

Références : V3-2023-203
Code AIOT : 0007006010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2023 dans l'établissement Ferme éolienne du Moulin Jérôme implanté 59292 Saint-Hilaire-lez-Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme éolienne du Moulin Jérôme
- 59292 Saint-Hilaire-lez-Cambrai
- Code AIOT : 0007006010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien "Le Moulin Jérôme" est composé de 6 éoliennes et d'un poste de livraison.

Le parc éolien du bois du Moulin Jérôme a été autorisé par arrêté préfectoral du 13 mai 2022. La phase de construction a démarré le 28 février 2023. La phase de construction dite "phase chantier" d'un parc éolien est réglementée. Pour cette installation, les prescriptions applicables à cette phase chantier sont

- La liste des installations concernées par l'autorisation environnementale;
- La protection du paysage;
- les mesures spécifiques à la phase travaux.

Ces points font l'objet de la présente inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.3.6	/	Sans objet
2	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.1	/	Sans objet
3	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.2	/	Sans objet
4	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.4	/	Sans objet
5	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.5	/	Sans objet
6	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.7	/	Sans objet
7	Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté du 13 mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.3.6
Thème(s) : Autre, Plantations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant réalise une communication auprès des habitants de Quiévy, Saint-Hilaire-Lez-Cambrai et Béthencourt afin de les informer de la mise à disposition de plantations à ses frais pour masquer les éoliennes.</p> <p>L'exploitant prend en charge financièrement l'achat des plants et la réalisation des plantations auprès des habitants qui en font la demande.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place un programme de distributions de prospectus à destination des habitants des communes de Quiévy, Bévillers et Saint-Hilaire. Onze foyers ont bénéficié de l'opération pour un montant total de 9762.85 euros.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Protection des enjeux écologiques existants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela, l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires à en garantir la préservation et communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès,...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale.</p> <p>Lors de la phase de chantier, les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairies sont préservés, hors des emprises définies par le dossier et nécessaires à la réalisation du projet, des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...).</p>
<p>Constats : Un suivi écologique a été réalisé à partir du 16 février 2023, avant le démarrage des travaux. Par courriel du 2 août 2023, l'exploitant a transmis les compte-rendus des passages. Un nid à été découvert en mai en dehors de la zone de travaux, il a été balisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Protection des sols et eaux souterraines</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier.</p> <p>Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'œuvre et l'équipe travaux. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, notamment, les personnes et</p>

<p>organismes à contacter en cas de déversements accidentels ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgence à mettre en œuvre, dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier). L'exploitant doit fournir ce plan d'intervention et sensibiliser tout le personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur le cas de pollution accidentelle. Il devra être partie intégrante du PGC ou du suivi de chantier vert avec le bureau de contrôle en phase chantier. Aucun stockage de réservoirs d'huiles ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, matériaux, matériels, déchets, etc.... est organisé sur le seul site de la base vie. L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Aucun entretien des machines n'est autorisé sur le site. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites dans les zones hydrologiques sensibles notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide. Il convient de veiller à ne pas favoriser l'infiltration d'eau susceptible d'être polluée au niveau de la zone de travaux. En cas de pollution, les eaux polluées sont pompées et stockées dans des réservoirs mis à disposition sur le site et à proximité immédiate du site des travaux. Ces réservoirs, s'ils sont utilisés, sont placés sur rétention.</p> <p>En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, sans délais, la zone concernée par l'incident est traitée par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité, elles sont évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.</p> <p>Constats : L'exploitant a rédigé un plan général de coordination transmis à l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier. Ce PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques sur le chantier. Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé est présent sur site à chaque nouveau lot de travaux. Concrètement, les engins de travaux de la première phase ont été stationnés dans un corps de ferme en dehors de la base de vie, les engins sont équipés de kit anti-pollution, il n'y a pas de stockage de carburant sur le site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.4
Thème(s) : Autre, Organisation du chantier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction du parc éolien en amont des premiers travaux et ceux jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :</p> <p>des réfectoires ;</p>

<p>des vestiaires ; des sanitaires ; des bureaux ; des modules de stockage.</p> <p>Le périmètre du chantier est bien délimité, il préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire.</p> <p>Les aires de stockage doivent être organisées de façon à éviter la création d'obstacles visuels pouvant dénaturer la perception des vues paysagères du territoire.</p> <p>Concernant la gestion de la ressource en eau, cette base vie est complètement autonome. Son approvisionnement par citerne externe permet de contrôler les volumes utilisés et de prévenir les gaspillages. La récupération des eaux usées est dirigée dans une fosse d'accumulation qui est vidée régulièrement.</p> <p>Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature, afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées.</p> <p>La terre végétale décapée au niveau des aires de levage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont également stockés sur place puis, dans la mesure du possible, mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier. Les éventuels matériaux excédentaires sont exportés conformément aux réglementations en vigueur.</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection, la base de vie était désinstallée. A chaque nouvelle phase, l'entreprise sur le chantier installe sa base de vie. Chaque intervenant est autonome et gère ses eaux et ses déchets.</p>
<p>Observations : La base de vie sera réinstallée en semaine 36 ou 37.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des nuisances</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter la gêne occasionnée par le chantier pour les riverains et les usagers du site, les mesures qui suivent sont mises en œuvre.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Les engins de chantier sont conformes à un type homologué et leurs niveaux de bruit émis sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>Les travaux auront lieu préférentiellement en période diurne et en tout état de cause en dehors de la période 22h-5h.</p> <p>La trêve de repos hebdomadaire sera observée, conformément aux exigences du code du travail.</p> <p>La phase de travaux peut générer des émissions de poussières. Si besoin (par temps sec et venté), les abords et les accès du chantier seront arrosés pour réduire les émissions et la propagation de</p>

poussières.
Constats : La visite d'inspection a été réalisée en période d'interruption de chantier, aucun engin n'était sur site. L'exploitant déclare que les entreprises n'ont ni travaillé les week-end ni entre 22h et 5H. Afin de limiter les poussières, la vitesse maximale autorisée sur le chantier est de 30km/h. L'inspection des installations classées a constaté la présence de la signalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 2.4.7
Thème(s) : Autre, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une attention particulière est apportée à la sécurité des usagers des routes empruntées par les convois de transport et les engins de chantier.
Constats : L'exploitant a signalé la présence du chantier sur la voirie publique. Il a relevé deux accès dangereux situés sur des routes départementales. L'exploitant a pris contact avec le gestionnaire de la voirie, une autorisation de voirie a été accordée et une circulation alternée a été mise en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 1.2
Thème(s) : Autre, Coordonnées des mâts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : cf tableau
Constats : Les éoliennes E1, E2 et E4 ainsi que le poste de livraison sont bien implantés. L'éolienne E3 a été déplacée de 6m.
Observations : L'exploitant est en cours de rédaction d'un porter à connaissance qui sera transmis à M. le préfet avant la mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet